

# Edouard Martin : « Je n'ai aucune leçon à recevoir »

Le Monde | 18.12.2013 à 10h42 | Propos recueillis par [Thomas Wieder](#) et [Bastien Bonnefous](#)



Emblématique syndicaliste CFTD de Florange, Edouard Martin avait mené à l'automne 2012 la lutte contre l'aciériste Arcelor-Mittal pour le maintien des hauts-fourneaux du site mosellan. Mardi 17 décembre, il a annoncé sa candidature comme tête de liste du Parti socialiste aux élections européennes de mai 2014 dans la région Grand-Est.

Il y a quinze jours, alors que votre nom circulait déjà, vous réfutiez toute volonté de vous engager. Que s'est-il passé pour que vous finissiez par accepter ?

C'est le résultat d'un cheminement. Je n'ai jamais pensé faire de la politique. Je porte sur elle un regard très critique. Tant de violence, tant de mauvaise foi... Le PS a beaucoup insisté. Harlem Désir a voulu me rencontrer. J'ai fini par accepter. Il a été clair. Il m'a expliqué : « *On attend de toi que tu mènes à Strasbourg le même combat qu'à Florange.* » Je lui ai dit que je n'avais pas l'intention d'adhérer au PS. Il m'a répondu que ce n'était pas un problème, que sa seule exigence était que, une fois élu, je rejoigne le groupe socialiste au Parlement européen. J'ai dit OK. J'ai obtenu la garantie d'avoir une entière liberté d'expression et d'action, ainsi que toute latitude pour constituer mon équipe à Strasbourg.

**Avez-vous eu des contacts avec l'Élysée avant d'accepter ?**

Aucun. Je n'ai pas reparlé à François Hollande depuis sa dernière venue à Florange le 26 septembre.

**N'avez-vous pas le sentiment de servir de caution à un parti qui s'est coupé du monde ouvrier ?**

Je ne suis pas dupe. J'imagine que c'est dans cet esprit-là qu'ils ont pensé à moi. Mais les garanties qu'ils m'ont données m'ont rassuré. Et puis je ne suis pas juste un nom sur une liste pour faire joli. Je conduis la liste. Ce n'est pas rien.

**Défendre d'autres couleurs que celles du PS, celles du Front de gauche, par exemple, cela ne vous a pas traversé l'esprit ?**

Le Front de gauche ne m'a rien proposé et, même s'ils l'avaient fait, j'aurais refusé. Je suis un pragmatique. Si s'engager en politique, c'est aller là où tout va bien, où on peut tranquillement rester dans l'incantatoire, alors non. Dans la vie, il faut mettre les mains dans le cambouis. Et puis j'ai toujours voté socialiste.

**Certains syndicalistes de Florange dénoncent déjà une « trahison » de votre part. Que répondez-vous ?**

Qui est resté vingt-quatre mois sur le piquet de grève, certaines nuits avec – 15 degrés dehors ? J'étais là du début à la fin. Qui ai-je trahi ? Je n'ai aucune leçon à recevoir. Plus de 600 salariés de Florange ont déjà été reclassés. Il n'en reste plus que treize sans travail. Je me battrais jusqu'au dernier.

**Dans votre livre, « Ne lâchons rien » (Cherche-Midi, 124 pages, 11,50 euros), paru en avril, vous revenez sur l'accord conclu entre le gouvernement et Arcelor-Mittal fin 2012 et écrivez : « Jean-Marc Ayraut est un traître. » Vous le pensez toujours ?**

Je ne renie rien de ce que j'ai fait ou dit. Après, je ne vais pas passer ma vie à ruminer et à dire que ces gens-là sont des salauds. Je regarde vers l'avenir.

Dans ce même livre, vous êtes également très sévère à l'égard de M. Désir. « Il est plat à en mourir d'ennui. J'ai l'impression de me trouver face à un chargé de communication de la politique gouvernementale »...

Oui, c'est ce que j'ai ressenti à l'époque. Je m'étais aperçu qu'il n'avait même pas lu l'accord signé entre son gouvernement et Mittal. C'est assez dramatique quand on y pense. Il l'a reconnu. Avec le recul, je comprends mieux pourquoi il était si mal à l'aise pour le défendre.

**Candidat, M. Hollande voulait obliger les patrons désirant fermer leur entreprise à les céder à un repreneur. Comment jugez-vous ce qu'on a appelé la « loi Florange » ?**

Je suis obligé de reconnaître qu'elle a été vidée de sa substance. Je ne vais pas vous dire le contraire. Il y a au gouvernement des gens trop proches du monde de la finance et du Medef.

## **Sur l'Europe, vous approuvez tous les choix de M. Hollande ?**

A sa place, j'aurais moins lâché. Je ne suis pas pour la politique de la terre brûlée, mais je pense qu'il faut parfois avoir le courage de bloquer les institutions pour provoquer une prise de conscience.

Dans votre livre, vous rappelez votre parcours, celui d'un enfant né en Espagne sous Franco. Dans le débat sur les Roms qui a divisé le gouvernement, vous êtes sur la ligne de Cécile Duflot ou sur celle de Manuel Valls ?

Celle de Duflot sans hésitation. Il ne faut pas que Valls oublie d'où il vient, que lui non plus n'est pas né français.

## **Quel discours allez-vous porter face à l'extrême droite qui est très forte dans votre région ?**

Je comprends ceux, y compris parmi mes copains, qui peuvent être tentés par le FN. Mais voici ce que je leur dis : à Florange, on importe 100 % de la matière première, on utilise des machines-outils venues d'ailleurs, on exporte 70 % de la production. Alors si on ferme les frontières, comme le propose le FN, qu'est-ce qu'on devient ? Leur programme serait une catastrophe. Voter FN, c'est comme lancer un boomerang : vous vous défoulez mais ça vous revient en pleine gueule.

## **Que comptez-vous faire comme député européen ?**

Je veux mener deux combats. L'un sur la politique industrielle. La France n'est pas seule. C'est à l'échelle européenne qu'il faut agir. L'autre combat est celui des droits sociaux des travailleurs. Je refuse de vivre dans un continent où la seule obsession est de baisser le coût de la main-d'oeuvre. Cela fait sept ans que je siége au comité d'entreprise européen de Mittal. Je vois comment tout est lié. Par exemple quand l'Espagne détricote le code du travail, Mittal dit : « Il faut faire pareil en France. » Je veux mettre un terme à ce cercle vicieux avec l'appui des syndicats européens que je connais bien.

## **Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a dit que vous devriez abandonner tout mandat syndical si vous étiez candidat. Cela sera-t-il le cas ?**

C'est fait. Au moment où je vous parle, je ne suis plus mandaté CFDT.